

Rencontres européennes des acteurs de l'économie sociale à Strasbourg

Solidarwirtschaft (1)

Une place pour l'économie solidaire

Beispiel Rümelingen

Nic Eickmann

Wir haben uns in dieser neuen Artikel-Serie nicht auf eine bestimmte Reihenfolge der Gemeinden, in denen ein „Centre d'initiative et de gestion“ (CIGL) geschaffen wurde, festgelegt, doch soll Ehre erwiesen werden, wem Ehre gebührt, und das ist in diesem Falle die Gemeinde Rümelingen.

Nach der Vorstellung der Studie „Objectif Plein Emploi“ (OPE) durch die Vertreter von „Action sociale pour jeunes“ und OGB-L fand diese sofort großen Anklang bei den Gemeindeverantwortlichen, und so war Rümelingen die erste Gemeinde welche bereits 1997 ein CIGL gründete.

Ein erstes Projekt wurde sofort in Angriff genommen, indem die auffälligen Gebäude der Firma Kihn abgerissen und hier Parkplätze geschaffen wurden. Dieses Projekt erlaubte die Beschäftigung von 14 arbeitslosen Jugendlichen.

Ein weiteres Projekt war die Sanierung des Schulgartens, wo ein Dutzend Bepflanzungskästen aufgestellt wurden, in denen die Schüler, zusammen mit dem Lehrpersonal, Gemüse anpflanzen können. Dazu gehört auch ein großes Gewächshaus. Ein Wasserbecken sollte eine weitere Attraktion des Schulgartens sein und der bestehende Pavillon soll als „Espace de rencontres“ für alle Aktivitäten der Schüler und ihrer Lehrer zur Verfügung stehen. 1998 beschloss die Gemeinde-



Photo: INEES

Le Luxembourg est formidablement bien représenté au niveau européen (d.g.à.d.): Jeff Weitzel (pour le secteur associatif, CE-DAG), Jean-Claude Detilleux (pour l'économie sociale européenne, Social Economy Europe), Marie-Hélène Gillig (pour l'économie sociale française, CEGES), Etienne Pflimlin (pour les coopératives, Cooperatives Europe), Eric Lavillunière (pour l'économie solidaire, INEES)

Solimar Pinto Sanchez

Le 21 et 22 novembre 2008, au Conseil de l'Europe (CE) et au Parlement européen (PE), s'est tenue la Conférence européenne de l'économie sociale (ES). INEES était présent pour reprendre le contact avec les grandes institutions de l'économie sociale présentes là-bas.

Dans le contexte actuel de crise économique mondiale ce secteur a l'intention d'affirmer sa place incontournable dans le développement économique, social et environnemental de nos territoires, et les spécificités de ses entreprises. Le fait de se retrouver dans „un des organes législatifs les plus

puissants au monde“ va-t-il lui donner une voix et une place plus importante dans les contextes nationaux et mondiaux?

Cet événement est organisé par le Conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale (CEGES) France, par l'Institut de coopération sociale internationale (ICOSI) et Social Economy Europe (SEE), avec la participation de député(e)s du CE et du PE, de représentants syndicaux, d'organisations à but non lucratif (associations), d'entreprises de l'ES (coopératives et mutuelles), de fondations, d'universités, d'élus, venant d'Espagne, de France, d'Italie, de Pologne, de Finlande, de Tunisie, ...

Quelle place, quels acteurs et

quels rôles pour l'économie sociale?

Participation citoyenne

Pour les orateurs de la conférence l'économie sociale est en train de sortir de l'invisibilité en montrant sa différence en ces temps de crise financière et bancaire. Ils ont insisté sur leur rôle d'acteurs économiques sur le marché avec des objectifs et des modes de gouvernance différents et innovants pour une économie où les hommes et les femmes sont au cœur du projet.

Même si elle n'est pas la solution à tous les problèmes et si elle présente plusieurs difficultés on a pu constater son poids et son im-

portance. Il s'agit maintenant d'amener les citoyen(ne)s à réfléchir et participer plus encore. L'ES doit augmenter la coordination entre acteurs, entre différents pays et partenaires, obtenir une meilleure reconnaissance juridique et apparaître comme un interlocuteur crédible auprès des institutions et notamment la Commission européenne. Cela passe par une plus grande présence dans les universités et grandes écoles et dans les structures de formation des administrations publiques et également par l'interpellation des politiques dans leur pluralité.

Un défi pour l'ES intègre les programmes des partis pour les prochaines élections européennes ...



verwaltung, die alte „Schikrisfabrik“ umzubauen und hier ein Jugendhaus einzurichten. Sechs Personen des „Centre d'initiative et de gestion“ (CIGL) konnten innerhalb dieses Projektes beschäftigt werden. Zusammen mit einheimischen Handwerksbetrieben konnten die einzelnen Arbeiten durchgeführt werden, was den jugendlichen Arbeitslosen auch eine Ausbildung in den einzelnen Branchen ermöglichte. Nach Fertigstellung des Jugendhauses konnte hier eine Zweigstelle des „Service National de la Jeunesse“ (SNJ) und des „Objectif Plein Emploi“ (OPE) eingerichtet werden.

In den folgenden Jahren wurde eine ganze Reihe von anderen Projekten in Angriff genommen und realisiert, so die Instandsetzung des alten „Centre culturel“, die Installation einer Pergola und eines neuen „Schietahschen“ im Stadtpark, die Instandsetzung der Wanderwege bis zum Baumgarten, das Projekt „Hutbiert“ ... Es wurden 240 neue Rastbänke in der Gemeinde aufgestellt und fünf Spielplätze eingerichtet, ein Hilfsdienst „Fir lech Do“ und ein „Service de recyclage“ sowie das Projekt „Karbidslucht/Maison - Gonner“ wurden geschaffen.

Nicht nur die Instandsetzung der einzelnen Projekte sorgte für die Beschäftigung von jugendlichen Arbeitslosen, sondern auch die Instandhaltung wird für weitere Beschäftigung sorgen. In all den Jahren konnten so jedes Jahr ungefähr 25 Personen beschäftigt werden.

Réunion du Comité de pilotage européen des 4^{es} Rencontres internationales de globalisation de la solidarité

Il faut mobiliser des fonds privés

Eric Lavillunière

Le dernier Comité de pilotage européen des 4^{es} Rencontres internationales de globalisation de la solidarité Lux'09 qui se tiendront à Esch/Alzette du 22 au 25 avril 2009 s'est tenu à Munich les 14 et 15 novembre à l'invitation de Susanne Elsen qui dirige un master d'économie solidaire à la Fachhochschule.

Toujours plus motivés, les réseaux mobilisés ont exprimé leur inquiétude sur les difficultés rencontrées de réunir les fonds publics nécessaires pour la rencontre. Si nous devions en rester là, le Luxembourg serait le 1^{er} pays à soutenir si peu l'accueil de cet événement, ce qui ne sera pas pour arranger l'image passablement écornée du pays au moment où nous traversons une grave crise financière et bancaire. Mais dans tous les cas nous allons lancer une grande campagne de mobilisation de fonds privés car comme l'a rappelé Romain Biever d'INEES, l'économie solidaire a tout intérêt à se poser en dialogue et en complémentarité du secteur privé classique et non en opposition. Après avoir abordé différents aspects de lo-

gistiques nous avons fait le choix de retenir plusieurs propositions de sacs pour les 1.000 délégués attendus.

En effet plutôt que de choisir une proposition nous avons préféré mettre en valeur notre souci de la diversité et de la solidarité en retenant plusieurs propositions du commerce équitable et/ou biologique et/ou du recyclage provenant du Brésil, de l'Inde, de l'Egypte et d'une entreprise d'économie solidaire de la Grande Région.

Lancer un véritable débat public

C'était pour nous l'occasion de souligner que nous organiserons tout le catering de l'événement en sollicitant les associations locales sur Esch, les producteurs bio du pays et les entreprises solidaires de la Grande Région. Les produits de grandes marques multinationales qui ne brillent pas par leur responsabilité sociale seront donc bannis.

Nous avons également commencé à réfléchir sur le contenu et la forme des plénières de l'événement dans le souci d'être original et intéressant pour sortir du

schéma trop classique de la tribune de personnalités qui font des discours à tour de rôle devant une assistance baillante et claire-semée. Nous avons commencé à établir une liste d'orateurs et d'orateurs de renom international, mais nous en saurons plus dans quelques semaines. Nous

voulons lancer un véritable débat public avec tous les citoyens, les chercheurs, les syndicats ... sur les modèles socio-économiques. Nous l'espérons dans le dialogue plutôt que dans la confrontation avec les autorités publiques et les institutions. Mais on ne peut forcer personne au dialogue ...



Photo: INEES

Les représentants des réseaux européens d'économie solidaire autour d'un bon feu avec quelques verres sont en pleine séance de brainstorming pour préparer les séances plénières de Lux'09